

Service de santé des armées
Direction des approvisionnements en produits de santé des
armées
Plateforme achats finances santé

DIVISION ACHATS
BUREAU | EQUIPEMENTS BIOMEDICAUX - MATERIELS D'EXPLOITATION |

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES

| APPEL D'OFFRES OUVERT (Art. R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique) |

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

N° DAF_2025_000728/PFAF-S/ACHATS/EBME du 29 avril 2025

Relatif à

| Acquisition de laveur-désinfecteurs d'instruments au profit du Service de Santé
des Armées |

SOMMAIRE :

1. OBJET DU MARCHÉ.....	- 2 -
2. REGLEMENTATION APPLICABLE ET NORMES DE REFERENCE	Erreur ! Signet non défini.
3. Définition des prestations.....	- 2 -
4. Equipements du parc	Erreur ! Signet non défini.
5. Modalités d'exécution des prestations.....	- 7 -
6. CONDITIONS d'exécution	- 12 -

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'acquisition de laveur-désinfecteurs d'instruments au profit des établissements du Service de Santé des Armées. Le marché comprend la fourniture, la livraison, l'installation avec raccordements aux différents fluides, la mise en service, les qualifications (QI, QO et QP), la formation technique des utilisateurs, la maintenance et la formation des techniciens à la maintenance.

2. DEFINITION DES PRESTATIONS

Les prestations sont détaillées en postes :

- Poste 1 : Acquisition
- Poste 2 : Retrait et enlèvement
- Poste 3 : Maintenance

2.1. Poste 1 : Acquisition

2.1.1. Généralités

La consultation porte sur l'acquisition de laveur-désinfecteurs de capacité 15 à 18 paniers chacun.

Les laveur-désinfecteurs ont obligatoirement les caractéristiques suivantes :

- Conformité à la norme 15883-1
- Capacité 15 à 18 paniers DIN
- Affichage des différentes phases du cycle
- Capacité de fonctionnement avec de l'eau osmosée
- Double porte verticale vitrée automatique
- Chargement automatique
- Déchargement automatique
- Désinfection thermique
- Sélection automatique du cycle adéquat (dépendant de la nature de la charge)
- Détection de niveau des produits
- Alarme de colmatage de filtres
- Boiler/condenseur
- Traçabilité papier + graphe + enregistrement mémoire + interfaçage avec logiciel de supervision
- Façade et habillage inox
- Au moins 3 pompes doseuses
- Accès pour la maintenance en façade
- Bouton d'arrêt d'urgence en façade

Les laveurs-désinfecteurs ont obligatoirement les cycles suivants :

- Cycle instruments neufs
- Cycle conteneurs
- Cycle prions
- Cycle robot

Les laveur-désinfecteurs sont obligatoirement fournis avec :

- 2 embases instrumentation de 4 étages amovibles
- 1 embase pour lavage des sabots
- 2 embases cœlioscopie et instrument avec système d'irrigation amovible
- 2 embases conteneurs
- 4 systèmes de stockage d'embases équipés de tablette à la partie inférieure
- 4 chariots de transfert
- 2 embases pour robot : 1 pour CMR (VERSIUS) 1 pour INTUITIVE (DA VINCI)

Le titulaire se branche sur les attentes actuelles (courant fort, courant faible, évacuation et alimentation en eau).

Avec la fourniture, le titulaire s'engage à assurer l'ensemble des prestations d'installation, qualifications et validations des équipements dans le respect de la norme NF EN ISO 15883-2.

Le titulaire s'engage à respecter le planning d'installation permettant le maintien de l'activité sur site pendant le remplacement des équipements.

Les qualifications suivantes sont à la charge du titulaire et conditionnent la validation de réception et mise en service des équipements :

- Qualification d'installation (QI)
- Qualification opérationnelle (QO)
- Qualification de performance (QP).

Le titulaire procède donc à la validation des laveur-désinfecteurs par un tiers (DEXTRAN ou LOGICAL). Un certificat de qualification pour chaque laveur sera remis au pharmacien responsable de la stérilisation et à l'ingénieur biomédical.

Le titulaire se charge également de la formation du personnel du site bénéficiaire, formation à l'utilisation et à l'entretien pour les opérateurs et formation technique à la maintenance pour les techniciens biomédicaux.

2.1.2. HIA Sainte-Anne

La première acquisition de laveur-désinfecteurs sera faite pour l'HNIA Sainte-Anne pour remplacer les laveur-désinfecteurs actuellement présents au sein de l'unité de stérilisation.

Le plan de l'unité de stérilisation de l'HNIA Sainte-Anne est fourni en annexe à la fin du document (Annexe 1).

L'unité de stérilisation fonctionne :

- du lundi au vendredi de 7H à 20H15
- et le weekend et jours fériés de 12H40 à 20H15.

L'unité assure la stérilisation des dispositifs des services de soins, du bloc opératoire de l'HNIA STA et des sites annexes comme l'HNIA LAV et les bâtiments de la marine nationale.

Les activités de lavage sont :

- 125 cycles en moyenne du lundi au vendredi
- 16 cycles en moyenne le weekend

En 2024, il y eût 6750 cycles LDI.

Actuellement, l'unité de stérilisation dispose des équipements suivants :

- 4 LDI WD290 BELIMED
- 3 stérilisateurs à vapeur GSS 67H202E GETINGE
- 1 stérilisateur par peroxyde d'hydrogène STERRAD 100NX
- 1 cabine de lavage 9128E GETINGE
- 1 centrale de produits lessiviels DR WEIGERT

Les laveur-désinfecteurs actuellement installés ont une supervision Belimed. Les stérilisateurs et la cabine de lavage ont une supervision T-Doc (interfacée avec Optim).

Le titulaire prévoit également le remplacement du système de supervision des laveur-désinfecteurs actuellement présent sur la partie lavage : fourniture, livraison et installation avec raccordement aux différents équipements.

Les équipements proposés au marché sont obligatoirement compatibles avec le SAS de retour embase actuellement présent sur l'HNIA Sainte-Anne.

2.2. Poste 2 : Retrait et enlèvement

Le titulaire peut être sollicité pour le retrait et l'enlèvement des équipements déjà présents sur le site du bénéficiaire.

Les opérations de retrait et d'enlèvement se font sans interruption de l'activité et des précautions particulières sont apportées concernant l'hygiène, les arrivées de fluides et les évacuations communes présentes sur site.

Le titulaire se charge également de l'établissement du certificat de décontamination nécessaire à l'élimination de l'équipement.

Le titulaire fournit une attestation d'élimination conformément à la directive européenne DEEE.

2.3. Poste 3 : Maintenance

2.3.1. Réglementation applicables et normes de référence

Les prestations de maintenance définies ci-dessous sont comprises au sens de la réglementation issue du décret n°2001-1154 du 5 Décembre 2001 relatif à l'obligation de maintenance et de contrôle qualité, et de l'arrêté du 3 Mars 2003, pris en application du décret précité, fixant la liste des dispositifs médicaux soumis à l'obligation de maintenance

et de contrôle qualité, ainsi que des normes suivantes dans leur dernière édition en vigueur :

- NF EN 13306 : Terminologie de la maintenance ;
- NF EN ISO 14971 : Application de la gestion des risques aux dispositifs médicaux ;
- NF EN ISO 13485 : Dispositifs médicaux – Systèmes de management de la qualité – Exigences à des fins réglementaires ;
- NF S99-170 : Maintenance des DM – Systèmes de management de la qualité pour la maintenance et la gestion des risques associés à l'exploitation des DM ;
- NF X60-000 : Fonction maintenance ;
- Guide des bonnes pratiques de stérilisation des dispositifs médicaux édité par la Société Française des Sciences de la Stérilisation ;
- Directives et recommandations de maintenance des constructeurs.

Les équipements de stérilisation sont également soumis à l'arrêté du 20 Novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

Le prestataire s'engage à mettre en œuvre les ressources et les compétences matérielles et humaines nécessaires à la réalisation des prestations définies, dans le respect de la réglementation et des normes précitées.

2.3.2. Période de garantie

Le titulaire respecte la durée de garantie associée à chaque prestation fixée dans son offre. Le point départ du délai de garantie est la date de mise en service portée sur la décision de réception des équipements. Les interventions d'une durée supérieure à deux jours ouvrables effectuées pendant la période de garantie, reportent d'autant le terme de celle-ci.

Le titulaire assure une couverture en maintenance totale (pièces et main d'œuvre) pendant toute la durée de la garantie, de fait, le candidat précise dans son offre, s'il y a lieu, les exclusions ou les limites de garantie.

Durant la période de garantie, la maintenance préventive, curative et les contrôles de performances réglementaires sont assurés par le titulaire.

2.3.3. Maintenance tous risques

Les opérations de maintenance qui sont comprises dans la formule tous risques sont les opérations de maintenance préventive, corrective et l'assistance à l'utilisation.

La maintenance tous risques comprend la fourniture des pièces détachées et d'usure dont le remplacement est préconisé par le constructeur/fabricant en maintenance préventive ou nécessaire en maintenance corrective, la main d'œuvre y compris les déplacements, et tous les frais et charges associés.

La maintenance préventive est effectuée selon un calendrier prévisionnel préétabli, par type de matériel et par type de maintenance, selon les directives du constructeur/fabricant.

Le nombre d'interventions de maintenance corrective en formule tous risques est **illimité**.

2.3.4. Maintenance préventive et corrective

Les visites et interventions de maintenance préventive ont pour but :

- de réduire, voire d'éliminer les risques de pannes et de réduire la probabilité de défaillance ;
- de maintenir dans le temps les performances des matériels ou équipements à un niveau proche de celui des performances initiales en vue d'en assurer une utilisation satisfaisante ;
- d'assurer le bon état constant des équipements ;
- de réduire la durée d'indisponibilité grâce aux planifications selon les directives du fabricant/constructeur ;
- de diminuer les interventions correctives.

La maintenance préventive est effectuée selon un calendrier prévisionnel préétabli, par type de matériel et par type de maintenance, selon les directives du constructeur/fabricant. Les opérations de maintenance préventive du système sont définies par le fabricant des équipements et seront réalisées selon ses préconisations.

La maintenance préventive comprend la maintenance et l'évolution des logiciels. Si le matériel concerné par la maintenance comporte des logiciels et matériels informatiques intégrés aux équipements, leur maintenance est incluse dans les prestations, selon les directives préconisées par le constructeur/fabricant.

La maintenance préventive comprend la fourniture des pièces détachées et d'usure dont le remplacement est préconisé par le constructeur/fabricant en maintenance préventive, la main d'œuvre y compris les déplacements, et tous les frais et charges associés.

La maintenance corrective a pour objet la remise en état de fonctionnement des matériels (et accessoires), ainsi que des logiciels le cas échéant, à la suite d'une défaillance.

La maintenance corrective comprend les opérations suivantes :

- La localisation de la défaillance et son diagnostic ;
- La remise en état ;
- Le contrôle des fonctionnalités de l'équipement.

2.3.5. Maintenance partagée

Dans le cadre de la maintenance partagée, l'offre du titulaire comprend :

- Les formations techniques nécessaires par niveau de maintenance (Niveau 2 ou 3).
- La liste des fournitures, de pièces détachées, accessoires et consommables pour l'utilisation ou l'entretien des équipements. Les caractéristiques techniques de ces

pièces, indispensables à un fonctionnement correct, sont celles préconisées par le constructeur.

La formation est destinée aux techniciens d'installation et de maintenance des équipements biomédicaux. A l'issue de cette formation, ils devront être en mesure de réaliser l'ensemble des interventions préventives et correctives. Tel que défini dans la norme NF X60-000 d'Avril 2016. Si des logiciels ou des codes d'accès sont nécessaires, ceux-ci leur seront fournis.

Cette formation sera dispensée en langue française, et doit se concrétiser par une attestation nominative de capacité à effectuer les opérations objet de l'enseignement.

Les formations techniques peuvent être dispensées soit au sein du centre de formation du titulaire, soit au sein du centre de formation du ravitaillement médical :

ECMSSA/CFRAV
TSA 50006
45404 Fleury-les-Aubrais cedex
Courriel : ecmssa.cftms@gmail.com

4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1. Dispositions générales appliquées aux prestations de maintenance

Les prestations de maintenance seront exécutées conformément au choix exprimé par chaque établissement pour l'année d'exécution.

Le titulaire s'engage à transmettre un bilan annuel des interventions et commandes passées dans le cadre du présent marché adressé au Bureau Achats – section EBME – de la direction des approvisionnements en produits de santé des armées, à l'adresse suivante :

dapsa-dafs-achat-ebme.ach.fct@intradef.gouv.fr

5.1.1. Information du responsable

En cas d'intervention sur site, le personnel chargé des opérations de maintenance se présente, dès son arrivée dans l'établissement, au responsable du service concerné.

Dans la mesure où, un plan de prévention serait nécessaire préalablement à son intervention, le technicien remplit les documents demandés.

5.1.2. Compte-rendu d'intervention

Après chaque intervention, il est demandé au technicien du titulaire qu'un compte-rendu attestant que les opérations prévues dans le présent marché bien été effectuées. Il mentionne les renseignements d'ordre technique concernant sa prestation (anomalies constatées, usure de certains organes, risques de détérioration, état du matériel après

l'intervention, intervention supplémentaire à réaliser, liste des pièces remplacées, valeurs mesurées, résultats des tests de sécurité électrique, liste des équipements de contrôle, mesures et essais utilisés, ...) ainsi que les heures de début et de fin de ces interventions.

Ce compte-rendu est remis au chef de service ou transmis dans un délai de sept jours à compter de la date d'intervention. Le titulaire pourra proposer des transferts d'informations dématérialisés.

Le titulaire renseignera également, si elle existe, la fiche d'intervention spécifique de l'établissement.

Pour les équipements dont la défaillance technique peut entraîner une situation à risque pour le patient ou les personnels, toute action fait l'objet d'une notification écrite du technicien (associée ou faisant partie du compte-rendu de l'intervention).

5.1.3. Maintenance en atelier

En cas d'intervention sur site, si le titulaire estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que dans ses usines ou ateliers, il en informe au préalable le responsable afin que ce dernier mette en œuvre en temps utile les dispositions qu'il juge nécessaires.

Le titulaire prendra à sa charge l'acheminement puis la réexpédition de l'équipement.

5.1.4. Programme d'exécution / plan prévisionnel de maintenance

A la demande de l'une ou de l'autre des parties, un programme d'exécution (ou un plan prévisionnel de maintenance) peut être établi en commun. Il peut fixer le délai et la durée des interventions.

5.1.5. Heures et jours d'exécution des prestations

Les heures et jours d'exécution des prestations seront définis lors de la prise de rendez-vous pour effectuer les opérations de maintenance.

5.1.6. Durée des interventions de maintenance

La durée des interventions de maintenance doit être aussi réduite que possible. Elles sont effectuées de manière à ne causer qu'un minimum de gêne dans le fonctionnement des établissements.

5.1.7. Assistance téléphonique

En cas de panne ou de dysfonctionnement du matériel, des instructions pourront être données par téléphone dans le but de rendre de nouveau opérationnel le matériel. Dans le cas où cela ne permettrait pas une résolution définitive du problème, le titulaire sera dans l'obligation de déclencher une intervention de maintenance corrective.

Le titulaire s'engage à fournir au client une assistance d'exploitation. Le mode d'intervention est choisi par le titulaire (consignes téléphoniques, envoi de support informatique, ...).

Le titulaire précisera les services assurés par l'assistance téléphonique (utilisateur, administrateur fonctionnel, administrateur technique). Il fournira les coordonnées téléphoniques de la Hotline ainsi que les jours et plages horaires auxquels l'assistance téléphonique est disponible.

A chaque demande est associé un numéro d'intervention par le mainteneur, ce numéro permettra d'assurer une traçabilité de celle-ci.

5.1.8. Récupération des pièces détachées

Les pièces remplacées par le titulaire lors de ses interventions sont reprises par celui-ci, sauf convention contraire entre les parties, et éliminées selon la réglementation en vigueur.

5.1.9. Garantie

Le titulaire proposera dans le BPU un délai de garantie sur les pièces et sur les interventions de maintenance (pièce et main d'œuvre) quelles qu'elles soient.

Ce délai ne saurait être inférieur à 6 mois pour les pièces et 3 mois pour les interventions. Pendant cette période le titulaire s'engage à intervenir à nouveau à ses frais et/ou à fournir de nouvelles pièces détachées.

Le titulaire indiquera dans le BPU toute exclusion, limite ou extension éventuelle de garantie.

5.2. Modalités d'exécution des prestations de maintenance tous risques

5.2.1. Déclenchement des interventions

Les interventions de maintenance au titre de la formule tous risques sont déclenchées directement par le service utilisateur ou le service d'ingénierie biomédicale, et adressées au titulaire par tout moyen permettant de justifier la date et l'heure de transmission (appel téléphonique avec confirmation par télécopie, télécopie directe, e-mail, ...).

Le titulaire s'engage à envoyer un technicien sur le lieu d'utilisation du matériel défectueux afin de le rétablir en bon état de fonctionnement.

5.2.2. Délai des interventions

Le titulaire du marché est tenu d'intervenir pour remettre en état de fonctionnement les matériels et équipements en service.

Les interventions en diagnostic sont entreprises dans un délai maximal de 16 heures ouvrées (2 jours) maximum.

La transmission de devis découlant de la visite de diagnostic devra être effectuée 24 heures (1 jour) maximum après le déplacement sur le site.

Le titulaire indiquera dans son offre un délai maximum d'intervention en maintenance corrective. Le délai réel sera affiné à chaque devis.

Le délai d'intervention, compté en heures, commence à courir à partir de la réception par le titulaire de la demande d'intervention, transmise par les moyens précités, et s'arrête à l'arrivée du technicien. Le délai d'intervention, compté en heures, commence à courir à partir de la réception par le titulaire de la demande d'intervention, transmise par les moyens précités, et s'arrête à l'arrivée du technicien.

<p>Tout dépassement éventuel doit être autorisé par la D.A.P.S.A. et non par l'établissement.</p>
--

Lors des interventions de maintenance corrective, le titulaire s'engage à réparer ou à remplacer toutes les pièces détachées ou éléments complets défectueux nécessaires au bon fonctionnement des matériels et équipements en cause, et à performances égales.

5.3. Modalités d'exécution des prestations de maintenance corrective et prestations exclues du forfait préventif

5.3.1. Déclenchement des interventions

Les demandes d'interventions de maintenance corrective ou de prestations exclues du forfait de maintenance préventive sont déclenchées directement par le responsable du service d'ingénierie biomédicale, les techniciens ou le responsable de la maintenance dans l'établissement ou son représentant, adressées au titulaire par tout moyen permettant de justifier les date et heure de transmission (appel téléphonique avec confirmation par télécopie, télécopie directe, e-mail, courrier avec AR, ...).

Cas d'une intervention sur site :

A la réception de la demande d'intervention de l'établissement, le titulaire s'engage à envoyer un technicien sur le lieu d'utilisation du matériel défectueux afin d'établir un diagnostic et, éventuellement de le rétablir en bon état de fonctionnement.

A l'issue de cette intervention, le titulaire transmet à l'établissement demandeur un devis estimatif du coût de l'intervention corrective

Cas d'une demande d'intervention avec retour dans les ateliers du titulaire :

Suite à la réception de l'équipement en atelier, le titulaire s'engage à expertiser le matériel défectueux afin d'établir un diagnostic et, éventuellement de le rétablir en bon état de fonctionnement. A l'issue de cette intervention, le titulaire transmet à l'établissement demandeur un devis estimatif du coût de l'intervention corrective.

Dans les deux cas :

Le devis devra comprendre à minima les éléments suivants :

- le lieu d'exécution de l'intervention,
- la désignation des opérations à réaliser, le prix des pièces détachées, le calcul au temps prévu du coût horaire, le coût du déplacement, tels qu'ils figurent aux annexes à l'acte d'engagement,
- les prix unitaires hors taxes remisés,
- le décompte en valeur hors taxes de la commande,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total de la commande TTC.

La réparation ne pourra être effectuée qu'après acceptation du devis et notification, par la Direction des approvisionnements en produits de santé des armées, au titulaire d'un bon de commande récapitulant les éléments du devis et demandant l'intervention en réparation.

Si au cours de l'intervention, les prestations s'avèrent plus importantes que celles figurant au devis, le titulaire est tenu d'en informer le responsable de la maintenance afin que celui-ci, en concertation avec le pouvoir adjudicateur, définisse les dispositions à prendre.

5.3.2. Délai des interventions

Le titulaire du marché est tenu d'intervenir afin d'une part, d'établir un diagnostic et, d'autre part après validation du devis, pour remettre en état de fonctionnement les matériels et équipements en service.

Les délais d'intervention pour le diagnostic et la réparation ainsi que la remise du devis seront indiqués dans le BPU par le titulaire. Les délais courts à partir de :

- L'émission de la demande d'intervention pour le délai de diagnostic ;
- La réception du matériel défectueux chez le prestataire ou le constat ou l'intervention de diagnostic pour la transmission du devis ;
- La réception par le titulaire du bon de commande de réparation pour le délai de réparation.

<p>Tout dépassement éventuel doit être autorisé par la D.A.P.S.A. et non par l'établissement.</p>
--

5.4. Modalités d'exécution des prestations de maintenance préventive

5.4.1. Déclenchement des interventions

Les interventions de maintenance préventive sont déclenchées par l'émission d'un bon de commande. Il est demandé d'indiquer dans le BPU le nombre de visites annuelles préconisé, la durée de chaque visite et la périodicité de ces dernières et ce pour chaque matériel maintenu.

Les dates et heures de visites sont fixées d'un commun accord avec les services techniques ou les services d'ingénierie biomédicale et les utilisateurs de l'établissement au moins deux semaines avant la date prévue de la visite.

Le titulaire s'engage à :

- effectuer la ou les visite(s) annuelle(s) de maintenance préventive de l'installation sur le site détenteur,
- respecter la fréquence et la durée indiquées des visites,

ceci, conformément au tableau figurant en annexe dans l'acte d'engagement.

Lorsqu'en cours d'exécution des prestations de maintenance préventive sur site, le titulaire constate que des pièces et/ou accessoires hors kit de maintenance préventive sont défectueux ou trop dégradés, celui-ci en informe le service utilisateur et le service d'ingénierie biomédicale de l'établissement afin que ces derniers puissent déterminer les mesures à prendre et déclencher une intervention de maintenance corrective.

5.4.2. Durée d'indisponibilité pour entretien préventif

La visite de maintenance préventive ne doit pas conduire à une indisponibilité du matériel ou de l'équipement supérieure à la durée mentionnée dans le tableau annexe à l'acte d'engagement.

Dans le cas contraire, le technicien demande l'accord du service biomédical.

Les interventions de maintenance préventive se réaliseront selon les jours et horaires fixés à l'article 5.1.5 précité.

5.5. Modalités d'exécution des prestations de fournitures

Le titulaire s'engage à fournir les pièces détachées et de rechange nécessaires à la maintenance, pendant au moins toute la durée d'exécution du marché et informer le pouvoir adjudicateur, dans un délai de 10 jours, en cas de difficulté ou rupture d'approvisionnement.

Une liste non-exhaustive des pièces détachées sera proposée aux BPU. Le titulaire joindra à son offre le catalogue de toutes les pièces détachées, accessoires et consommables. Ainsi, si un besoin n'est pas référencé au BPU et sous condition que les produits du catalogue annexé répondent à l'objet du marché, un bon de commande pourra être émis dans les mêmes conditions, sur la base du catalogue annexé aux annexes financières après application du taux de remise mentionné par le titulaire au BPU.

5. CONDITIONS D'EXECUTION

6.1. Prise en charge, remise du matériel ou des équipements en fin de marché

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la configuration des locaux et des matériels ou équipements concernés par le marché.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge de l'administration. Dans le cas où la sécurité serait mise en cause du fait de défauts dans la conception du matériel, la remise en ordre serait à la charge du titulaire. Un constat de l'état des lieux des matériels ou équipements pourra être établi au début et à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement, compte tenu de leur âge et de leur utilisation.

6.2. Documentation technique générale

La documentation technique générale, remise à l'administration lors de l'acquisition de l'équipement est mise à jour par le titulaire en cas de modification des appareils ou équipements.

Les mises à jour de documentation doivent être transmises de manière dématérialisées à l'adresse suivante : ecmssa-maintenance.coordonateur.fct@intradef.gouv.fr

6.3. Moyens mis à la disposition du titulaire

Si des moyens (outillage, manutention, transport...) sont mis de manière permanente ou occasionnelle à la disposition du titulaire, il en assurera la responsabilité et les maintiendra en parfait état.

Il disposera gratuitement des fluides et de l'énergie électrique.

Annexe 1

Plan de l'unité de stérilisation de l'HNIA Sainte-Anne

